

Felix Tshisekedi et Paul Kagame se rencontrent ce mercredi

[dw.com/fr/felix-tshisekedi-et-paul-kagame-se-rencontrent-ce-mercredi/a-62373205](https://www.dw.com/fr/felix-tshisekedi-et-paul-kagame-se-rencontrent-ce-mercredi/a-62373205)



La RDC et le Rwanda entretiennent depuis longtemps des relations tumultueuses, et cela malgré les assurances de non-intervention réciproques. Les deux pays s'accusent mutuellement d'abriter des groupes armés hostiles.

Ces relations difficiles ont commencé à se normaliser après l'entrée en fonction du président Félix Tshisekedi en 2019. Mais la résurgence du mouvement rebelle M23 et l'intensification des combats de ces dernières semaines opposant ce groupe aux Forces armées congolaises, ont ravivé les tensions entre Kinshasa et Kigali.

Félix Tshisekedi sous pression

La rencontre qui est prévue ce mercredi 6 juillet cristallise toutes les attentions. Pour Michel Lutumbue, chercheur au Groupe de Recherche et d'information sur la Paix et la Sécurité (Grip), le rendez-vous de ce mercredi est un test de crédibilité pour le président congolais, Félix Tshisekedi.

Il note deux enjeux principaux autour de cette rencontre entre les deux présidents.

Il y a à la fois une question de crédibilité aussi bien au niveau national que régional pour le président congolais Felix Tshisekedi, insiste le chercheur qui rappelle que depuis le début de la crise, le président congolais semble avoir misé sur les capacités de médiation régionales face au développement de la crise sécuritaire qui doit mobiliser à la fois par la voie diplomatique et exerçant son droit à défendre son territoire.

"Il y a ce test de crédibilité face à une frange de l'opinion congolaise remontée face aux allégations de soutien du Rwanda au M23 et qui considère tout dialogue avec le président rwandais comme une capitulation, un signe de faiblesse. Le second test pour le président Félix Tshisekedi, c'est un test de crédibilité au niveau de son leadership régional placé sous le signe du dialogue. Et de ce point de vue, la RDC doit sortir par le haut de ce bras de fer avec son voisin," estime Michel Lutumbue à la Deutsche Welle.

0 seconds of 0 seconds Volume 90%

Écouter l'audio 02:33

"Depuis plus de deux décennies, nous avons eu des accords entre plusieurs mouvements rebelles qui sont parrainés par le Rwanda" (Chantal Faïda)

L'épineuse question sécuritaire

Les relations entre le Rwanda et la RDC sont minées par des tensions, que ce soit sur le plan de l'exploitation des ressources minières, qu'au niveau sécuritaire. La présence des rebelles hutus rwandais des FDLR sur le sol congolais ou encore l'épineuse question du soutien du Rwanda au M23 qui sévit actuellement dans la province du Nord Kivu divise les deux pays.

Pour l'activiste Chantal Faïda, il est temps pour les deux présidents de se parler en toute sincérité pour que le retour à la paix dans l'est du Congo ne soit plus un rêve mais une réalité.

"Depuis plus de deux décennies, nous avons eu des accords entre plusieurs mouvements rebelles qui sont ouvertement parrainés par le Rwanda. Mais le Rwanda ne fait que nier cela alors qu'il y a des preuves tangibles de son implication. Il suffit de voir les munitions qui sont détenues par le M23, aucun groupe armé congolais n'a ce genre de munitions, donc nous comprenons qu'il y a un appui direct du Rwanda", explique insiste Mme Faïda.

Pas de paix sans justice

Le sort du M23 sera bien entendu au centre des discussions à Luanda insiste pour sa part, Nick Elebe, directeur du bureau de l'OSISA en RDC (Open society initiative for southern Africa).

"Le cessez-le-feu du M23 doit être un must et doit être obtenu dès maintenant. Ensuite des questions comme celles de l'amnistie ne devraient absolument pas se retrouver sur la table parce qu'elles ont été abordées par le passé et parce qu'il est important pour la RDC d'avancer sur le chemin de la paix mais à travers la justice et la redevabilité", dit M. Elebe.

Entre mai et juin de cette année, les attaques du M23 ont causé la mort de plusieurs dizaines de civils. Plus de 170.000 personnes ont été déplacées selon agences humanitaires.

Les dirigeants d'Afrique de l'Est se sont accordés le mois dernier sur la mise en place d'une force régionale pour tenter de mettre fin au conflit dans le Nord-Kivu.